

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le *voir date de signature*

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AIRFOILS ADVANCED SOLUTIONS ex SNECMA

35 Rue de l'Épau, 59230 Rosult

Références : 2024_V3_103
Code AIOT : 0003800745

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2024 dans l'établissement AIRFOILS ADVANCED SOLUTIONS ex SNECMA implanté Rue de l'Épau 59230 Rosult. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIRFOILS ADVANCED SOLUTIONS ex SNECMA
- Rue de l'Épau 59230 Rosult
- Code AIOT : 0003800745
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Airfoils Advanced Solutions est une coentreprise des sociétés Safran et Air France - KLM dédiée à la réparation d'aubes de compresseur et de VSV de moteur d'avion. L'établissement est situé au sein de la zone d'activité de Sars-et-Rosières.

Les aubes et VSV reçues sont diagnostiquées et, si elles sont réparables, font l'objet d'un rechargement par soudure plasma, d'un usinage puis d'un traitement de surface visant à lui redonner ses caractéristiques d'origine.

L'activité du site est principalement encadrée par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 18/05/2017.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eaux souterraines
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 18/05/2017, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
2	Etat des matières stockés	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	État des matières stockées – Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
4	État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que pour la rubrique 2565-2, le volume des bacs de traitement est de 13 728 L, et est donc supérieur à ce qui est indiqué dans le porteur à connaissance "PROJET TRAITEMENT DE SURFACE ET GRENAILLAGE" de juillet 2022 où il est indiqué un volume de 13 104 L. Il est donc demandé à l'exploitant de rédiger, dans un délai de 30 jours, un nouveau porteur à connaissance indiquant les bonnes quantités pour cette rubrique.

L'inspection constate que, dans le document « produits chimiques stock 5 » représentant l'état des matières stockées, les quantités pour les matières stockées sur le site ne sont pas indiquées en Litres ou kilogrammes mais par unité de stockage. De plus, l'exploitant a un état des matières stockées qui n'intègre pas l'ensemble des matières combustibles présentes sur le site (palettes bois/cartons, emballages plastiques...). Il est donc demandé à l'exploitant d'ajouter les quantités en litres ou en kilogrammes des matières stockées sur le site et d'intégrer l'état des matières stockées les matières combustibles comme les palettes ou les emballages.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2017, article 1.2.1				
Thème(s) : Situation administrative, Respect des rubriques de l'arrêté				
Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées				
Rubrique	Alinéa	Nature	Quantité totale / Capacité totale	Régime autorisé
4725	2	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7)	6 t	D
2560	2	Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1 000 kW	278.4 kW	DC
2563	2	Supérieure à 500 l, mais inférieure ou égale à 7500 l	1875 L	DC
2561	-	Trempé recuit, revenu des métaux et alliages	0	DC
2575	-	Emploi de matières abrasives	272 kW	D
4441	2	Liquides comburants catégorie 1,2 ou 3	2.432 t	D
2565	2.a	Traitement de surface	8750 l	A
4110	2.a	Toxicité aiguë catégorie 1	374 kg	A

Constats :

L'inspection constate que, pour la rubrique 2565-2, le volume des bains de traitement est de 13 728 L, et est donc supérieur à ce qui est indiqué dans l'arrêté d'autorisation (8750 L) mais également dans le porter à connaissance "PROJET TRAITEMENT DE SURFACE ET GRENAILLAGE" de juillet 2022 où il est indiqué un volume de 13 104 L.

Ce porter à connaissance a été instruit par l'inspection et un arrêté préfectoral complémentaire est en attente de signature par le préfet.

L'inspection a considéré que les modifications n'étaient pas substantielles et que l'exploitant pouvait mettre en œuvre les modifications en attendant la notification de l'arrêté complémentaire, à condition de se conformer à son dossier de porter à connaissance. Or, l'exploitant dépasse le seuil indiqué dans ce porter à connaissance.

Les seuils pour les autres rubriques (4110-2, 2560-b, 2561, 2563, 2575, 4725,1716-2, 4130-2) sont quant à eux respectés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant, dans un délai de 30 jours, de rédiger un nouveau porter à connaissance prenant en compte le volume total des bains de traitement pour la rubrique 2565-2.

En cas d'absence de réponse, l'inspection proposera alors au Préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant de déposer un porter-à-connaissance modifiant le volume des bains de traitement.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Généralités sur l'état des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant possède un document « produits chimiques stock 5 » représentant l'état des matières stockées qui est facilement accessible, disponible et géré via un ERP (nommé SAGE), un logiciel permettant de gérer les activités quotidiennes. Il est mis à jour en temps réel et est doublé avec un inventaire physique en version papier.</p> <p>Les matières stockées sont identifiées par un code permettant de les localiser dans l'entrepôt. Le tableau présenté permet également de faire le lien avec la typologie de danger pour chaque produit présent grâce à un code UN à 4 chiffres permettant l'identification des matières dangereuses.</p> <p>L'inspection constate cependant que les quantités pour les matières stockées ne sont pas indiquées en litres ou kilogrammes mais par unité de stockage. De plus, l'exploitant a un état des matières stockées qui n'intègre pas l'ensemble des matières combustibles présentes sur le site (palettes bois/cartons, emballages plastiques...).</p> <p>L'inventaire physique papier, présent sur les zones de stockage et armoires de rangement ne permet pas d'avoir l'état des stocks en temps réel, mais permet en revanche d'avoir la quantité maximale des produits et substances présents sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'ajouter les quantités en litres ou en kilogrammes des matières stockées présentes sur le site et d'intégrer l'état des matières stockées les matières combustibles comme les palettes ou les emballages.</p> <p>En cas d'absence de réponse, l'inspection proposera alors au Préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription présentée ci-avant.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

N° 3 : État des matières stockées – Fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées – Fiches de données de sécurité

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose bien, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses.</p> <p>L'inspection a procédé par sondage à la demande de 2 fiches de données de sécurité (acide fluorhydrique et acide nitrique). L'exploitant a su transmettre les fiches dans un délai satisfaisant pendant l'inspection.</p> <p>Les FDS sont répertoriées dans un tableau permettant d'identifier les produits liés directement à l'activité, ainsi que la date de la dernière mise à jour de la FDS (04/02/2016 pour l'acide fluorhydrique et 01/06/2018 pour l'acide nitrique). Elles sont mises à jour par le service achats qui informe ensuite le service qualité.</p> <p>L'exploitant dispose en plus d'un tableau d'évaluation des risques qui permet d'identifier les moyens de préventions pour chaque substance.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : État des matières stockées – accessibilité à l'état des stocks

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des documents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des matières stockées a pu être présenté dans un délai satisfaisant pendant l'inspection. Il est accessible en cas de sinistre via l'ERP qui permet de consulter le document en dehors du site et via n'importe quel appareil. Une extraction est effectuée quotidiennement en cas de panne réseau. Le document est accessible pour tous les collaborateurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>